

une crise quant à l'acheminement et au séchage du blé, le gouvernement n'a institué aucune mesure efficace. Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) et le ministre du Commerce (M. Pepin) nous ont réitéré l'assurance que des mesures étaient prises et que la situation des agriculteurs n'était pas tellement mauvaise. Ils nous ont assurés que toutes les mesures possibles étaient prises.

Le ministre d'État (M. Lang) a déclaré que nous nous affolions. C'est peut-être juste, car nous nous inquiétons du problème. Je pense que le ministre et ses collaborateurs ont eu la tête enfouie dans le sable dans l'espoir que le problème disparaîtrait. Maintenant qu'ils ont retiré leur tête du sable, ils constatent que le problème existe toujours.

Notre affolement a peut-être été une bonne chose, car comme l'a signalé le député de Vegreville (M. Mazankowski), il a donné lieu à certaines initiatives. Les marchés pour les céréales sont difficiles à trouver, mais le présent gouvernement ne peut même pas remplir les quelques engagements qu'il a pris de livrer du grain aux marchés disponibles actuellement. Les navires sont amarrés à Vancouver, mais les grains ne sont pas chargés, ni transportés des Prairies à la côte. La coordination appropriée qui s'impose indiscutablement semble faire défaut.

Depuis le début de la présente session, le gouvernement a jugé bon de présenter diverses mesures agricoles accroissant les taux d'intérêt. Je pense à la loi sur le crédit agricole et celle sur les avances consenties aux Prairies. Il s'ensuit qu'on estime que les problèmes ont été résolus. Les députés ministériels se carrent dans leur fauteuil et se donnent des tapes dans le dos. Je ne crois pas qu'ils aient raison d'agir ainsi. Ces initiatives faisaient suite à des situations critiques et toutes sont des mesures à court terme. Nous devons faire davantage. Nous devons élaborer des projets intermédiaires et à long terme.

Si des mesures intermédiaires ou à long terme ont été prises j'aimerais qu'un représentant du gouvernement m'en parle. Nous avons multiplié les avertissements au sujet du grain humide mais rien n'a été fait. Nous nous sommes plaints de l'insuffisance du mouvement du grain mais il n'y a pas eu d'intervention. Nous avons entendu récemment annoncer par la Commission canadienne du blé que moins de la moitié du grain gourd et humide serait séchée et que l'autre moitié pourrait s'avarier. On pourrait perdre quelque 2.5 millions de boisseaux de blé. Notre pays ne peut se permettre une telle perte.

Le gouvernement se vante de compter de nouveaux membres au Cabinet, de nouveaux

hommes avec de nouveaux projets. Ces hommes devaient apporter quelques solutions nouvelles, mais les cultivateurs attendent toujours, les navires attendent toujours à Vancouver et nous attendons toujours l'envoi de nos produits aux marchés.

Nous perdons nos marchés et on nous demande de nous enorgueillir de la façon dont le gouvernement règle actuellement le problème. A l'intention du ministre de l'Agriculture, qui a demandé que nous fassions des propositions plutôt que des critiques, qu'il me soit permis de proposer quelque chose qui aidera peut-être à résoudre la difficulté. Je pense pouvoir résumer ma pensée en deux mots essentiels: communication et coordination.

Il faut qu'il y ait communication entre le gouvernement, les divers organismes qui recueillent le blé auprès du producteur, ceux qui s'occupent du transport du blé et ceux qui s'occupent de le charger à bord des navires en direction des marchés. L'opération demande d'abord la communication, puis la coordination. Je veux répéter, à l'intention du ministre de l'Agriculture, ces deux mots clés—communication et coordination—et j'espère qu'il les méditera en son for intérieur.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai dans ma vie fait bien des choses à minuit et demi, mais j'ai rarement prononcé un discours à cette heure. Néanmoins, j'estime que ce sujet est important et qu'il faut le débattre même à cette heure avancée. C'est un sujet qui touche à la vie de nombre de Canadiens, non seulement dans l'Ouest, mais aussi dans ma province et en particulier dans la circonscription que je représente. En effet, monsieur l'Orateur, ce sujet atteint des gens d'un bout à l'autre du pays. Ce fait a été démontré par force ce soir alors que le député de Vancouver-Est (M. Winch) a fait un exposé très concret et fort utile. Il a signalé que la situation existe dans sa propre circonscription et que les répercussions se feront sentir sur les résidents au cœur de Vancouver.

Pour commencer, j'aimerais préciser et discuter plusieurs points débattus ce soir. Premièrement, j'aimerais traiter le problème soulevé par le gouvernement et en particulier par le ministre de l'Agriculture (M. Olson), qui a encore déclaré, comme l'ont fait les membres du gouvernement dans le passé, que toutes les fois que l'un des représentants de ce côté-ci de la Chambre osait prendre la parole pour poser des questions concernant l'industrie canadienne des céréales et les activités de la Commission canadienne du blé, on nous accusait immédiatement d'attaquer la Commission du blé et de miner sa position.